

HYDERABAD – Le groupe de travail du GAC examine la participation du GAC lors des réunions du NomCom  
Jeudi 3 novembre 2016 – 10h30 à 11h30 IST  
ICANN57 | Hyderabad, Inde

OLGA CAVALLI :

Encore merci à tous. C'est moi. Oui. Désolé. C'est à nouveau Olga Cavalli. C'est la réunion du groupe de travail du GAC en vue d'analyser la participation du GAC lors du NomCom. Donnez-moi une seconde que je trouve mon stylo.

Le but de la réunion est de donner un léger aperçu aux nouveaux membres du GAC, ou à ceux qui se sont récemment intéressés à l'objectif de ce groupe de travail, puis nous analyserons le document qui a été intégré aux informations préparées par le secrétariat du GAC et qui vous ont été envoyées. Il y a plusieurs scénarios de participation du GAC au NomCom et nous allons nous concentrer un peu plus sur les critères que le GAC pourrait envoyer au NomCom dans un premier temps, face à l'augmentation et l'amélioration de notre participation au sein du NomCom pour les candidats sélectionnés par le NomCom. Ensuite nous pourrions parler des étapes suivantes.

Ça ne marche pas.

---

***Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.***

Julia, pouvez-vous passer à la suivante ? Je n'y arrive pas d'ici.  
Merci beaucoup.

Pourquoi nous rassemblons-nous autour de ce groupe de travail, qu'est-ce qui nous intéresse ?

En quoi consiste le NomCom ? Combien d'entre-nous savent ce qu'est le NomCom ? Le NomCom est un groupe d'experts provenant des différentes organisations de soutien et comités consultatifs de l'ICANN. Ils sont nommés par leurs organisations de soutien et comités consultatifs respectifs, et ils choisissent la moitié du Conseil d'administration. Ils choisissent également certains membres de la GNSO, de la ccNSO et de l'ALAC.

Ils ont donc un rôle très important dans le choix de ces membres pour cette partie de la structure de l'ICANN.

Comment est composé le NomCom aujourd'hui ? Sur cette diapo vous pouvez voir que la structure actuelle du NomCom se compose de 15 membres ayant droit de vote, cinq provenant de l'ALAC, sept de la GNSO, un de la ccNSO, un de l'ASO et un de l'IAB. Et il y a trois membres sans droit de vote, un du GAC, un du SSAC et un du RSSAC, un président sans droit de vote, un président élu sans droit de vote et un président adjoint sans droit de vote.

Je voudrais souligner le fait que le siège sans droit de vote du GAC n'a pas été...comment dit-on ? « Utilisé », est-ce le bon mot ? Désolé. Donc le GAC n'a pas de participant sans droit de vote au sein du NomCom.

Nous n'avons donc pas de participation au sein du NomCom ces dernières années. Je participe à l'ICANN depuis maintenant dix ans, et je me trompe peut-être mais je ne me souviens pas que le GAC ait déjà envoyé un représentant, avec ou sans droit de vote, au sein du NomCom, mais peut-être que d'autres ici ont une meilleure mémoire que moi.

Il existait un groupe qui a analysé la structure du NomCom et qui a présenté ses résultats lors de la réunion de Los Angeles en 2014 et une autre structure a été proposée. Elle n'a pas encore été mise en place, et le GAC n'est pas le seul à avoir analysé cela, le Conseil d'administration également a pris en considération le fait que cette structure du NomCom pourrait être modifiée.

La proposition de changement est la suivante. Cinq membres provenant de l'ALAC et quatre de la GNSO. C'est une modification pour la GNSO. Cinq pour la ccNSO, cinq pour l'ASO, un pour l'IAB et un pour l'IETF. Et il a été proposé que le GAC puisse avoir jusqu'à trois membres avec droit de vote, selon ce que le GAC décide. Cela pourrait être un, deux ou trois. Ainsi que des membres du SSAC, du RSSAC et de l'IETF. Et également le

président sans droit de vote, le président élu sans droit de vote et le président adjoint sans droit de vote.

Donc comme vous pouvez le voir, le changement de structure proposé a pour but d'apporter plus d'équilibre quant à la représentation des différentes organisations de soutien et comités consultatifs. Cela a été présenté lors de la réunion de Los Angeles mais n'a pas encore été mis en place.

Est-ce que vous pouvez passer à la suivante s'il vous plaît car je ne peux pas le faire d'ici. Merci.

Donc que fait le NomCom ? Il choisit huit membres du Conseil d'administration. Pas en même temps. Chaque année il en choisit deux ou trois, ça dépend de la période. Trois membres de la GNSO, trois membres de la ccNSO et trois membres de l'ALAC. Selon l'année, vous verrez qu'il choisit un, deux ou trois membres.

Merci. Est-ce que c'est moi qui ne peut pas utiliser cela ou...

OK. Voyons voir. Oui. Ça marchait. Merci beaucoup.

En ce qui concerne cette analyse, sommes-nous sur un pied d'égalité quant à la participation des gouvernements dans la structure de l'ICANN ? Devrions-nous avoir une représentativité au sein du NomCom ou pas ? Devrions-nous respecter le modèle

multipartite qui stipule que toutes les parties prenantes ont leur mot à dire ?

Comment pouvons-nous choisir les membres du Conseil d'administration ou les membres d'autres organisations de soutien et comités consultatifs choisis par le NomCom, comment pouvons-nous évaluer leur expérience gouvernementale s'ils ne sont pas des représentants gouvernementaux au sein du NomCom ?

Il semblerait qu'il existe une certaine limite qui a été soulignée par divers membres du GAC en lien avec le niveau d'exigence relatif à la confidentialité pour les représentants du GAC au sein du NomCom. Comme vous le savez, il s'agit d'un processus de sélection des candidats, ce qui exige une certaine confidentialité concernant les noms des différents candidats. Et cela semble être un problème pour certains membres des différents gouvernements. C'est quelque chose dont il faut discuter. Cela pourrait constituer une barrière à la participation des gouvernements.

Et tout ça est bien entendu lié à une discussion plus large concernant la responsabilité et la participation équilibrée des gouvernements au sein la communauté de l'ICANN en général.

C'est donc ce que nous avons fait. Plusieurs documents ont été partagés avec vous. Nous avons étudié différents scénarios pour la participation du GAC au NomCom. Le premier est ce que nous faisons aujourd'hui. Nous avons donc une position de non votant et nous ne faisons rien de plus. C'est ce qui se passe aujourd'hui.

Le deuxième serait de combler le poste vacant et le signaler au GAC. Le GAC décide donc que certains représentants participent aux réunions NomCom et nous avons quelques rapports pour eux, des informations à échanger entre le NomCom et le GAC. Ce n'est pas ce qui se passe à l'heure actuelle, mais cela pourrait arriver car nous avons un siège sans droit de vote au GAC, si celui-ci le décide.

Il y a une troisième possibilité, il s'agirait de combler le poste vacant et de participer activement et même choisir parmi le GAC certains critères que ce membre sans droit de vote nommé par le GAC pour le NomCom pourrait intégrer dans les discussions.

Je n'ai jamais participé au NomCom mais c'est ma vision, un membre sans droit de vote peut également participer aux discussions et délibérations. Sans droit de vote mais avec une participation active.

Et la quatrième option, qui est celle que je voudrais maintenant étudier avec vous, et que nous ne prenons pas position dans un futur proche mais nous pourrions préparer certains critères prédéterminés du point de vue du GAC et les envoyer au NomCom. Les autres organisations de soutien et comités consultatifs l'ont fait. Je vais vous montrer lors de cette présentation les critères envoyés par l'ALAC et la ccNSO.

Donc quelles sont leurs attentes envers ces membres provenant de l'ALAC, de la ccNSO, du Conseil d'administration et de la GNSO choisis par le NomCom ? Quelles sont les compétences requises pour ces candidats, comment doivent-ils se comporter ?

Je voudrais donc que l'on se concentre sur certains documents, certains textes que nous avons préparés en lien avec les critères du GAC que nous pourrions envoyer au NomCom en guise de première étape du processus d'implication entre le GAC et le NomCom. Il ne s'agit pas d'utiliser le siège sans droit de vote, de ne pas participer à la réunion, mais d'envoyer au NomCom certains critères du GAC.

Pas de questions ? Kavouss.

IRAN : Oui. Je pense qu'il pourrait y avoir d'autres possibilités que d'envoyer les critères, mais que le participant sans droit de vote soit présent, premièrement, et qu'il explique les critères, défende leur pertinence, leur légitimité, et ainsi de suite. Sinon ils ne seront peut-être pas correctement pris en considération. Ce pourrait être une possibilité. Nous sommes toujours des membres sans droit de vote. Nous participons. Il s'agit d'établir des rapports mais si nous réussissons à obtenir des critères, nous les expliquons, les défendons et nous nous assurons qu'ils sont pris en compte.

Merci.

OLGA CAVALLI : Merci, Kavouss. Avant de donner la parole à Manal, ce pourrait être la numéro trois, combler le poste vacant et appliquer activement les critères. Ce pourrait être la troisième possibilité.

Manal.

EGYPTE : Merci, Olga. Notons que nous avons à un moment donné l'habitude de participer au NomCom. Je me souviens de Jayantha du Sri Lanka, il a participé au NomCom, puis le GAC a cessé de participer pour les raisons que vous avez mentionnées.



NomCom

---

Merci.

OLGA CAVALLI : Et Manal si vous voulez bien partager certaines choses avec nous. L'expérience a-t-elle été positive ? Bien acceptée ? Ou est-ce que... C'était quand ?

EGYPTE : En fait je n'étais pas vraiment impliqué. Je pense qu'il avait l'habitude de faire des rapports au GAC et dans certains cas il a déclaré que c'était confidentiel, et il ne pouvait pas vraiment divulguer toutes les informations, et c'est là où les discussions ont commencé. Mais je ne me souviens pas des détails. Peut-être que l'on peut le joindre. Il est toujours au GAC il n'est pas venu depuis un moment. Peut-être que l'on peut faire appel à son expérience.

Merci.

OLGA CAVALLI : C'est une très bonne idée. Si vous pouvez me donner ses coordonnées, nous pouvons essayer de le joindre. Oui.

J'allais dire quelque chose, j'ai oublié.

NomCom

---

Pouvez-vous me donner votre nom ? Je ne vous vois pas très bien d'ici.

COLOMBIE :

Bonjour Olga. Je suis Jaifa, de Colombie. Si nous décidons de participer au NomCom, quand ces mesures prendront-elles effet ?

OLGA CAVALLI :

C'est une très bonne question. Tout d'abord c'est au groupe de se mettre d'accord sur certaines choses. Ensuite nous devrions présenter les choses au GAC et voir s'il accepte. Et si le GAC est d'accord, alors nous pouvons contacter le NomCom.

Juste pour votre information, nous avons été en contact avec le nouveau président du NomCom et il souhaite rencontrer certains membres du groupe de travail pendant la réunion à Hyderabad. Il n'était pas sûr de son agenda, donc si certains d'entre-vous veulent me rejoindre pour une discussion informelle.

J'ai analysé certaines conversations informelles que j'ai eues avec Stephane Van Gelder qui était le dernier président du NomCom pendant deux ans, ils souhaitent que le GAC participe activement. Voilà. C'est plus à nous, le groupe de travail de

NomCom

---

produire quelque chose et de le présenter au GAC, puis ce dernier va prendre une décision.

Mais merci pour vos commentaires, et pardon mais je ne vous vois pas très bien d'ici.

Hola.

Souhaitez-vous répondre ? Ouais, bien sûr.

COLOMBIE :

Oui. J'ai une question. Quel est la portée de la confidentialité ? Car je pense que cela pourrait nous faire prendre une meilleure décision.

Par exemple, si la confidentialité s'étend au Conseil d'administration du GAC, cela pourrait nous aider à prendre de meilleures décisions après les réunions du NomCom.

OLGA CAVALLI :

Est-ce que Olof est ici dans la salle ? C'est notre expert. Il a travaillé pour le NomCom pendant des années et il a déjà expliqué cela. Et je pense qu'il s'agit du nom des candidats.

Est-ce que vous voulez ajouter quelque chose Kavouss ? Allez-y, s'il vous plaît.

NomCom

---

IRAN : Oui. La question de la confidentialité se pose avant que soient faites les nominations. Les candidats arrivent, les noms des candidats sont donnés devant le groupe. Il évalue leurs capacités, leurs compétences et ainsi de suite. Avant que la décision finale soit prise, cela doit rester confidentiel, sinon tout s'écroule. Il n'y a donc pas de question de confidentialité en soit mais elle est intégrée au processus, c'est une pratique qui existe partout. On ne fait pas ça avant l'annonce finale. C'est tout.

Il n'y a pas de circuit fermé. C'est quelque chose d'ouvert, mais il y a bien une confidentialité jusqu'à la sélection finale. Sinon, l'aboutissement peut être considérablement affecté. Voilà l'enjeu.

Merci.

OLGA CAVALLI : Merci, Kavouss. Et pour rebondir sur votre question Jaifa, nous pouvons demander plus de clarté à Olof, c'est un expert sur la question de notre participation au GAC non pas en tant que personnes. Nous représentons les gouvernements. C'est là la complexité.

NomCom

---

Nous serions dans ce groupe qui représente le gouvernement, et ensuite la relation entre le gouvernement et les représentants peut exiger une certaine divulgation des informations. C'est compliqué, et nous devons étudier cela.

Nous pouvons donc demander plus de détails à Olof.

Oui Manal.

EGYPTE :

Juste pour ajouter quelque chose à ce qu'a mentionné Kavouss. La confidentialité a à voir avec les candidats en particulier, et nous avons déjà entendu de la part du NomCom que cette confidentialité les aide à avoir plus de qualité car parfois, si tout est public, certains s'abstiennent à se déclarer candidats.

Donc les candidats, leurs noms, leurs qualités, même les votes ne sont pas publics, et nous prenons juste connaissance des résultats. Nous ne savons même pas qui se présentait, qui était nommé. C'est confidentiel. Merci.

OLGA CAVALLI :

Nous ne connaissons donc pas le nom des candidats, juste le résultat. Merci Manal pour ces détails.

Donc le sujet des 20 prochaines minutes est, si nous pouvons réfléchir à se mettre d'accord sur certains critères et les envoyer au NomCom, ce serait une première étape. Pas de participation, si le GAC ne le veut pas, ou si nous avons encore des doutes, mais nous pourrions envoyer quelqu'un. Comme l'a mentionné notre collègue venant d'Iran, il serait bien d'avoir quelqu'un présent pour insister sur le fait que les critères pourraient être pris en considération, mais c'est le GAC qui doit décider.

Concentrons-nous sur les critères que nous avons préparés et je vais les partager avec vous.

Les critères du GAC. Les critères préliminaires du GAC. Ensuite je vous montrerai les critères de la ccNSO et de l'ALAC.

Les qualités personnelles et l'expérience identifiées par le Conseil d'administration de l'ICANN dans ses avis au NomCom en octobre.

Je vais vous montrer les critères dans une seconde, identifiés dans les avis du Conseil d'administration au NomCom.

Manal a posé une question très intéressante, s'il y a une autre source de qualités différentes, avis du NomCom hormis celui de 2014. Je n'ai pas eu le temps d'étudier cela. Nous pouvons demander à Olof. Il est très expérimenté.

Donc voici les critères. Une personne accomplie, de l'intégrité, de l'objectivité et de l'intelligence avec un bon jugement et une ouverture d'esprit. Une capacité prouvée pour des prises de décision réfléchies en groupe, des personnes comprenant la mission de l'ICANN et l'impact potentiel de ses décisions sur l'ensemble de la communauté internet, et prêtes à s'engager en faveur de la réussite de l'ICANN. Des personnes présentant la plus large diversité culturelle et géographique au sein du Conseil d'administration. De manière générale, une personne familiarisée avec le fonctionnement des opérateurs de registres et des bureaux d'enregistrement du gTLD, avec les registres ccTLD, avec les registres d'adresses IP, avec les normes et protocoles techniques de l'Internet, avec les procédures d'élaboration de politiques, les traditions juridiques et l'intérêt public, avec des utilisations non-commerciales, individuelles, académiques de l'Internet.

C'est assez vaste mais il est souhaitable que les membres, en particulier ceux du Conseil d'administration aient ces qualités. C'est ce qu'affirment les avis du Conseil d'administration au NomCom. C'est un résumé mais vous pouvez les trouver. En suivant le lien ci-dessous vous aurez tous les détails.

Un bilan des acquis dans le secteur public pourrait également être un critère du GAC. Un membre du gouvernement ne peut

pas faire partie du Conseil d'administration de l'ICANN, comme le stipule les statuts constitutifs actuels, mais il peut s'agir de quelqu'un qui a une expérience passée dans le secteur public ou un candidat qui a travaillé avec les gouvernements, il s'agit là d'une dynamique différente que celle de travailler avec le secteur privé ou la société civile, y compris avec les gouvernements nationaux et locaux, les autorités publiques ou les organes intergouvernementaux.

Le nombre d'années de service est un meilleur critère pour des candidats de qualité. Il pourrait s'agir de rôles différents au sein du gouvernement, étant donné les responsabilités significatives des gouvernements régionaux et locaux dans certains pays.

Avoir donc une expérience dans le secteur public, sans être nécessairement un membre du gouvernement, mais en ayant des connaissances sur le fonctionnement des gouvernements.

Autres critères : la compréhension et la reconnaissance de la promotion de l'intérêt public dans la construction des partenariats et du consensus. De l'expérience dans les processus politique, le conseil, la participation, la tendance à développer une approche consultative et un accent donné sur ce qui est à la fois possible et réalisable. Une expérience donc dans les échanges, les négociations et la construction de partenariats est souhaitée.

---



Prendre en considération tous les aspects de la diversité est un autre critère préliminaire intéressant. Les statuts constitutifs incluent comme critères une diversité géographique et culturelle pour la composition du Conseil d'administration. Une diversité des sexes et des langues est un objectif de politique publique légitime, en particulier lorsque l'on postule auprès d'une organisation mondiale qui fait tout son possible pour être ouverte. Tous les aspects relatifs à la diversité sont pris en considération.

Laissez-moi vous montrer quelque chose. Je ne pouvais pas vous en trouver une plus actuelle. C'est la composition du Conseil d'administration. Je pense que de nouveaux membres du Conseil d'administration seront nommés après la réunion à Hyderabad, mais je ne sais pas quels seront les changements, mais nous avons un membre de la région Amérique latine et Caraïbes, trois membres de la région Amérique du nord, quatre de l'Europe, cinq de l'Asie, Australie Pacifique, et deux d'Afrique. Et je ne parlerai pas de la question du sexe car ce n'est pas une bonne chose, ce n'est pas assez équilibré, il faut travailler sur ça.

Je le répète. Ce sont donc les compétences du Conseil d'administration de l'ICANN suggérées au NomCom pour les membres du Conseil. Je ne vais pas les passer en revue. Certains

sont assez évidents mais c'est intéressant de les inclure dans le document.

Et ce sont les critères de la ccNSO. Pour la ccNSO il est important que les candidats comprennent les inquiétudes d'un gestionnaire des domaines de premier niveau géographiques et de l'intérêt ccTLD à un niveau national et régional. C'est quelque chose d'important pour eux.

Et leurs critères concernent les candidats de la ccNSO pas le Conseil d'administration. Pour le Conseil d'administration ils ne demandent pas de critères spécifiques. Et les critères de l'ALAC sont...le rôle de leadership qui fait partie de la description 2 et qui concerne les candidats sélectionnés, la connaissance du DNS et des aptitudes de gouvernance, comprendre et communiquer les intérêts des utilisateurs individuels, se souvenir que l'ALAC représente les utilisateurs d'Internet au sein de la communauté de l'ICANN. La défense/protection du consommateur, l'élaboration de politiques liées à Internet, s'intéresser et avoir des connaissances dans les questions liées à la gouvernance de l'Internet, une expérience de leadership dans les activités du DNS, la capacité à présenter de nouvelles perspectives et des réseaux locaux forts, la capacité et l'intérêt à travailler dans un environnement multiculturel. Ce sont là les attentes de l'ALAC concernant les candidats qui seront choisis

ainsi que pour les membres ALAC qui participeront au NomCom, partie 1 de la description. Il faut également y intégrer un citoyen d'un pays provenant de chacune des cinq régions. Donc comme vous le savez, l'ALAC possède des RALOs, des organisations régionales. Il serait avantageux d'avoir de l'expérience et des compétences en matière de collecte, de compréhension et de communication des intérêts des utilisateurs individuels. Des connaissances de base du DNS et de l'engagement en la matière. Tous ceux qui participent ont beaucoup de collègues provenant des autres organisations de soutien et comités consultatifs, qui ont fait partie du NomCom. Et cela demande beaucoup de temps. Donc dans le cas où le GAC décide de déposer une candidature, d'envoyer un candidat, un participant, c'est quelque chose qui prend beaucoup de temps. C'est donc quelque chose qui doit être pris en considération.

Est-ce que nous avons des commentaires en lien avec ces critères ? Est-ce qu'il serait possible pour le groupe de travail d'envoyer ces critères au GAC ? Vous pensez qu'ils devraient être améliorés, modifiés, vous avez des commentaires ? La proposition est la première étape. Définir ces critères, les partager avec le GAC, et si nous sommes d'accord, les envoyer au NomCom. Pas de participation active pour le moment. Il s'agirait d'une première étape. Par la suite, nous pourrions

NomCom

---

étudier d'autres options. La parole est à vous. Des commentaires ? Finn.

DANEMARK :

Merci, Olga. Deux questions. Concernant ces quatre critères, est-ce que certains sont plus importants que d'autres ou sont-ils au même niveau. J'aimerais le savoir. Ensuite quand vous avez présenté le deuxième critère, celui sur les acquis au sein du secteur public, les fondements sur les acquis et les années de service. Je ne sais pas si la durée est importante en ce qui concerne le secteur public. J'en serais heureux car j'aurais de bonnes chances d'être nommé, mais je ne crois pas que ce soit un critère important. Merci.

OLGA CAVALLI :

Puis-je vous demander d'être plus clair sur un point ? Est-ce que c'est le mot « acquis » que vous n'aimez pas ou l'idée d'avoir quelqu'un avec de l'expérience en matière de gouvernement que vous ne trouvez pas pertinente ?

DANEMARK :

Je n'ai aucun problème avec les acquis. Mais j'ai un problème avec le nombre d'années de service. Cette idée est notée dans

NomCom

---

les fondements. Donc si on se limite aux acquis, cela pourrait être un critère valable.

OLGA CAVALLI :

Donc vous pourriez peut-être retirer l'idée du nombre d'années de service. Cela irait-il ? Donc avoir des acquis et des connaissances, mais pas forcément un nombre d'années de service. J'ai Kavouss puis les États-Unis. Je ne connais pas votre nom mais commençons par Kavouss. Kavouss.

IRAN :

Je ne pense pas que nous devrions ignorer le nombre d'années de service qui est donc en lien avec les acquis. Nous pourrions très bien avoir des personnes très intelligentes avec seulement un mois d'expérience dans les activités publiques, mais c'est trop difficile à trouver. Je pense que vous avez besoin de temps. Vous pourriez avoir un certain nombre d'années minimum, pas obligatoirement beaucoup, mais entre trois et cinq ans par exemple. Mais ce ne serait pas acceptable de ne pas avoir plusieurs années de service. Merci.

ALICE MUNYUA :

Nous pourrions peut-être parler d'expérience plutôt que d'années de service. Ce serait possible ?

NomCom

---

IRAN : Je dirais une expérience d'au moins X années.

OLGA CAVALLI : Merci, Kavouss. Les États-Unis, pourriez-vous nous donner votre nom ?

ÉTATS-UNIS : Oui bonjour tout le monde. Je m'appelle Ashley Heineman. Je suis la nouvelle représentante américaine du GAC. Merci de me donner la parole. Je voudrais que soient clarifiées certaines choses en particulier à partir des commentaires donnés. Est-ce qu'il s'agit d'une exigence pour un des membres du Conseil d'administration ou est-ce qu'il s'agit d'un ensemble de considérations à prendre en compte lors du choix des membres du Conseil d'administration ? Merci.

OLGA CAVALLI : Merci pour votre question Ashley. C'est une très bonne question. Comme je l'ai dit, au GAC nous n'avons pas d'expérience de participation au NomCom. Il s'agit là de lignes directrices pour les membres que le NomCom doit avoir à l'esprit lorsqu'il choisit des candidats. Corrigez-moi si j'ai mal compris. C'est ce que j'ai compris. Donc ce n'est pas une obligation, mais c'est quelque

---

chose qu'ils doivent avoir à l'esprit. Donc le commentaire précédent de Kavouss était très intéressant. Il serait bien d'avoir quelqu'un du GAC pour renforcer le fait que ces critères doivent être pris en considération. Et merci, Ashley, pour vos remarques. Prochain commentaire, merci de nous donner votre nom.

SÉNÉGAL :

Merci beaucoup. Je m'appelle Cherif Dialle, je représente le Sénégal au sein du GAC. Ma question est la suivante : il existe un certain nombre de critères de compétences définis au RFC 3787 concernant les personnes qui font partie du NomCom. J'aimerais savoir si ces critères sont inclus dans ce cadre ou si nos critères doivent être plus spécifiques pour les membres du GAC faisant partie du NomCom. Car il y a une correspondance entre ces critères et les critères du RFC3787 qui mentionne un ensemble de règles pour la nomination des membres du NomCom.

OLGA CAVALLI :

...pas familière avec ce RFC donc peut-être pouvons-nous les examiner au niveau du groupe de travail. Ce serait bien de nous envoyer un lien vers ces RFC pour que nous puissions examiner ces critères. Est-ce que vous pourriez faire cela avec le groupe de travail ?

NomCom

---

SÉNÉGAL : Oui bien entendu, je vais vous envoyer le lien.

ROYAUME-UNI : Je voudrais revenir sur les critères, les années d'expérience, et les acquis. J'aimerais comprendre la manière dont nous analysons cela, et je prends l'exemple de l'Iran qui a mentionné huit ans d'expérience, mais je me demandais pourquoi huit ou dix ans ? Je suppose que c'est quelque chose qui sera soumis au groupe, donc subjectif, le groupe décidera quelle est l'expérience requise pour la personne. Donc définir une expérience de huit ans, ou cinq ans, ou dix ans, c'est assez cabalistique. Peut-être pouvez-vous m'aider à comprendre pourquoi huit ans ou cinq ans et pas seulement une question d'acquis et d'expérience plus largement définie.

OLGA CAVALLI : Kavouss.

IRAN : Mark, c'était assez clair. L'expérience ne peut pas être acquise sans une certaine période de temps. Vous ne pouvez pas dire que j'ai de l'expérience après une journée. Je crois que certaines personnes croyantes ont cette idée qu'en une demi-seconde le



leader religieux précédent peut donner quelque chose qui vous appartient et il deviendra numéro un et saura tout sur tout. Non ça n'existe pas. Vous devez y passer des années C'est tout. Si vous n'avez pas le nombre d'années requis, déposez votre candidature dans toutes les autres organisations. Cela dépend de la catégorie du poste, des années d'expérience hormis les connaissances, en plus de tous ces codes de conduite que vous avez après vos années d'expérience. Car vous avez besoin de ça pour savoir ce qu'est le travail. Quelle est la situation. Mais je n'ai pas proposé huit ou cinq. J'ai dit X années. Et je laisse les gens décider de ce que X pourrait être. Merci.

OLGA CAVALLI : Merci, Kavouss. Manal.

EGYPTE : Merci, Olga. Tout d'abord je suis d'accord sur le fait que l'expérience est très importante et qu'elle a à voir avec les années de service, mais je comprends également le point soulevé par le Brésil, par Carlos, que si nous spécifions un certain nombre d'années, ce serait alors un critère d'exclusion. Si nous prenons n'importe quel nombre, par exemple, si nous disons huit ans ou autre, alors quelqu'un avec sept ans d'expérience ne pourrait être qualifié, même s'il est le seul

NomCom

---

candidat avec une formation gouvernementale, c'est donc assez relatif je pense. Si nous avons un certain nombre de candidats avec des expériences variées, alors le NomCom ira vers celui qui a le plus d'expérience mais pas nécessairement le nombre d'années requis. Donc je propose que nous gardions cette idée d'expérience, et que cela ait à voir avec les années de service. Mais nous pouvons l'appeler expérience comme vous l'avez suggéré. Mais nous n'avons pas besoin de spécifier un nombre d'années en particulier. Merci.

OLGA CAVALLI :

Carlos. Vous souhaitez réagir.

BRÉSIL :

Oui. Je pense que mon collègue ici a résumé le tout mieux que je ne l'ait fait. Ce que j'essayais de dire c'est que si nous choisissons un type de critère spécifique ou scientifique, ce sera peut-être encore plus difficile pour nous de choisir quelqu'un. Je suis tout à fait d'accord avec cette question d'expérience et l'idée d'acquis et de l'expérience gouvernementale. Mais je pense que tout ce processus sera soumis à un groupe qui pourra l'étudier, peut-être que nous pourrions le rendre moins scientifique, ce qui supposerait de recevoir des candidats qui présenteraient un curriculum ou quelque chose dans ce genre.

NomCom

---

Donc la question de l'expérience est une bonne chose. Je pense que c'est important. Je pense que l'expérience au sein d'un gouvernement, les acquis, sont une bonne chose. Mais j'irai vers quelque chose de moins spécifique de façon à permettre à différents candidats de se présenter.

EGYPTE : Nous pourrions parler d'expérience prouvée ou d'expérience pertinente.

OLGA CAVALLI : Renforcer le mot expérience. Kavouss.

IRAN : Madame, tous les adjectifs seront arbitraires et subjectifs. Expérience suffisante. Que signifie suffisant ? Expérience pertinente. Qui décide que l'expérience est pertinente ou pas ? Je pense que l'on peut dire certaines choses mais ne pas spécifier X années mais dire entre X et Y années d'expérience requises. Les gens doivent être patients, ne pas sauter sur le poste sans une certaine expérience. C'est le problème de nos chers jeunes gens. Ils veulent sauter sur les choses. Vous devez y passer du temps. Gagner de l'expérience. On ne peut pas faire ça en une nuit. Peu importe à quel point vous êtes compétent. Car

il ne s'agit pas seulement de connaissance, ce n'est pas juste la théorie mais aussi la pratique. Vous devez voir des cas comme cela. Vous devez avoir une présence comme celle-là. C'est très important. N'importe quel avocat du monde se base sur l'antériorité, sur toutes les choses qui ont été faites. Merci.

OLGA CAVALLI : Et si nous mettions un minimum comme deux ans, ou un an, ou trois ans d'expérience et que nous ne mettions pas de limite supérieure, jusqu'à XYZ années d'expérience. Oui Milagros.

PÉROU : Au lieu de donner un nombre d'années, pourquoi ne pas juste demander à la partie intéressée de prouver son expérience ?

OLGA CAVALLI : Oui la question est là pour le moment, l'idée d'envoyer les critères au NomCom, donc nous ne sommes pas encore dans le processus de choix des candidats à cette étape de nos délibérations.

PÉROU : Je vais parler en espagnol. Au lieu de demander X années d'expérience, peut-être que nous pourrions demander à ce que

NomCom

---

le candidat ait une expérience de gestion pour ce poste et que la décision finale soit prise en comparant les autres candidats, avec d'autres années d'expérience. Mais je ne crois pas qu'il faille donner un nombre d'années d'expérience précis. Mentionner qu'il ou elle devrait avoir une expérience.

OLGA CAVALLI :

Je disais qu'il n'y a pas de représentant du GAC actuellement au NomCom. Donc l'idée de ces lignes directrices, ces critères est qu'ils doivent être gardés à l'esprit lors du choix du candidat. Nous ne sommes pas en face du candidat. Nous ne pouvons pas dire s'il a une expérience pertinente ou un curriculum pertinent. Donc avec ces critères nous voulons refléter une certaine expérience. Bien sûr je ne suis pas dans la salle AC ce qui n'est pas bon pour moi.

INTERVENANT NON IDENTIFIÉ : C'est juste un commentaire.

OLGA CAVALLI :

(hors micro) Nous avons un commentaire de Christopher Wilkinson, il y a des exemples de fonctionnaires qui sont par la suite devenus des membres du Conseil d'administration. Oui c'est vrai. Je me souviens en Espagne de notre collègue Gonzalo

NomCom

---

du Chili. Il y a donc des membres du gouvernement qui sont devenus des membres du Conseil d'administration oui, c'est arrivé. Ce que nous voulons c'est envoyer un message au NomCom pour qu'il ait ces critères à l'esprit.

D'autres commentaires ? Donc nous sommes d'accord, nous améliorons ce texte et nous l'envoyons au GAC pour obtenir des commentaires concernant ces critères ? Est-ce une bonne idée ? États-Unis et Danemark.

ÉTATS-UNIS :

De notre côté, nous aimerions avoir plus de temps pour prendre tout ceci en considération en tant que groupe de travail, pouvoir étudier cela et apporter des modifications si nécessaire. Merci.

OLGA CAVALLI :

Merci, les États-Unis. J'ai le Danemark et l'Iran. Finn.

DANEMARK :

Merci. Je n'ai pas saisi la réponse à la question, est-ce que les critères sont classés ou sont-ils considérés en quelque sorte au même niveau ?

OLGA CAVALLI : Je n'ai pas encore répondu à la question. C'est une très bonne question. Je pense qu'ils vont dans un certain ordre, mais ils n'ont pas de prévalence les uns sur les autres. C'est une mission pour le groupe de travail. C'est ainsi que je comprends les choses. Je dirais qu'ils ont tous le même poids. Iran.

IRAN : Merci, Madame. Pendant des années nous n'avons pas participé, nous avons d'autres priorités dont nous devons nous occuper. Nous nous sommes engagés envers July et je préfère que nous reportions l'envoi des critères au GAC pour davantage de discussions pour deux raisons. La première, celle donnée par les États-Unis, plus de temps pour voir avec nos collègues. La deuxième, nous allons libérer quelque peu l'activité du CCWG qui est actuellement au maximum. Nous avons des questions importantes comme les droits de l'homme, les questions autour de la juridiction, de la responsabilité, etc... Je n'ai pas lu votre document, car je ne peux pas avoir plus de 24 heures dans une journée. C'est tout. Je ne peux pas (inaudible) heures sur ça. Nous sommes très occupés et il y a tellement de choses. Le GAC doit décider de ce que serait son engagement en envoyant la personne vers la communauté. Nous avons désormais décidé d'envoyer le président du GAC pendant trois mois. Nous avons renouvelé cela pour trois autres mois. Il y a tellement de

questions. Faisons une pause, discutons avec d'autres groupes, gagnons de l'expérience, merci beaucoup. Si vous avez plus d'informations comme le RFC, vous pouvez les ajouter, mais nous ne l'envoyons pas pour l'instant au GAC. Merci.

OLGA CAVALLI :

Merci, Kavouss. Votre commentaire est très pertinent, mais laissez-moi vous donner mon point de vue en tant que représentant de l'Argentine. Je pense que le rôle du NomCom est très important dans la structure de l'ICANN. Il choisit la moitié du Conseil d'administration, c'est beaucoup. Il choisit les membres de l'ALAC, les membres de la ccNSO et les membres de la GNSO. Donc ne pas avoir de participation et d'implication des gouvernements au sein d'un tel groupe, ayant un rôle si important, pour le gouvernement d'Argentine, c'est un déséquilibre de notre rôle au sein de la communauté de l'ICANN. Et ce n'est pas représentatif de ce que nous voulons réaliser au sein des modèles et processus multipartites auprès desquels nous sommes engagés.

Voici donc mon commentaire, pas en tant que président du groupe de travail. C'est un commentaire en tant que représentant du gouvernement de l'Argentine.



C'est pourquoi nous avons commencé ce groupe de travail, et certains de nos collègues étaient d'accord quant à cette question importante, au moins qu'elle devait être prise en considération au niveau du GAC.

Y a-t-il d'autres commentaires ?

Laissez-moi vérifier si j'ai autre chose à vous montrer.

Donc voici les critères. Laissez-moi vous proposer quelque chose. Je vais reformuler le texte. Je vais le partager avec le groupe de travail. J'inclurai les informations concernant les RFC que notre collègue du Sénégal a partagées il y a quelques minutes. Et il serait bien d'établir une date limite, dans un futur proche et décider si nous pouvons partager cela avec le GAC.

Je veux que ce soit fait discrètement. Je pense que c'est une question très importante. Je ne sais pas si certains ont d'autres commentaires sur ce sujet, mais le rôle important du NomCom et la non-participation des gouvernements sont des choses qu'il faut prendre en considération. Peut-être pas dans l'immédiat car nous sommes très occupés, mais à moyen et long terme, c'est quelque chose qu'il faut avoir à l'esprit.

Voici donc ma proposition. Reformuler le texte. Vous l'envoyer avec une date limite pour le groupe de travail pour commentaires. Si nous pouvons intégrer les informations

---

provenant du RFC proposées par notre collègue du Sénégal, et tout autre commentaire dans un futur proche.

Peut-être qu'avant le Danemark nous pourrions avoir un texte.

C'est un texte très court. Cela ne devrait pas prendre trop de temps. C'est une demi-page de critères. Cela ne devrait pas vous prendre trop de temps pour l'examiner et faire des commentaires.

Donc après cette réunion, dans un mois, un mois et demi, nous pourrions avoir les commentaires de nos collègues et obtenir un nouveau texte. Et nous pourrions ensuite décider quoi faire.

Des commentaires sur ma proposition des prochaines étapes ?

Manal.

EGYPTE :

Merci, Olga. Je suis d'accord avec votre proposition.

Je regardais seulement les échanges sur la liste de diffusion du groupe de travail, et je crois qu'il y a quelque chose que nous n'avons pas intégré. Il y a un critère mentionné par l'ALAC qui est, l'intérêt et la connaissance des questions de gouvernance de l'Internet. Et nous en parlons sur la liste de diffusion, est-ce que c'est un critère à ajouter ou pas. Et nous ne l'avons pas

NomCom

---

intégré. Nous voulions écouter ce que les autres avaient à dire et nous n'avons rien conclu sur cette question.

Merci.

OLGA CAVALLI : Merci, Manal. Donc vous proposez de l'ajouter aux critères ?

EGYPTE : Je me demandais juste si nous devons le prendre en considération. C'est un critère de l'ALAC.

OLGA CAVALLI : Oui vous avez raison.

Donc dans la prochaine version préliminaire que je vais envoyer, je vais l'intégrer et voir si nous pouvons rassembler quelques commentaires du groupe. Et nous avons de la chance d'avoir Olof ici. C'est un participant du NomCom qui a une grande expérience. Il a donc fait des commentaires lors de précédentes réunions sur le niveau de conf..., mot compliqué pour moi. Confidentialité D'autant plus avec le décalage horaire. Comment cela fonctionne au sein du NomCom. Il y avait des questions de la Colombie sur ce sujet.

OLOF NORDLING :                   Merci beaucoup, Madame la présidente. Je suis Olof Nordling, et dans une vie antérieure je soutenais le Comité de nomination.

Fort de cette expérience, la question de la confidentialité a été considérée par certains comme cabalistique, il s'agit de confidentialité, entre autres. Mais en réalité il n'y a qu'une partie qui est réellement confidentielle, et c'est l'identité des candidats. Et c'est pour une bonne cause.

De façon à avoir les meilleurs candidats possibles qui pourraient trouver cela gênant d'être candidat mais de ne pas être choisis, et ils pourraient être réticents à l'idée de déposer leur candidature si tout est ouvert au public. C'est le fondement principal, la question de la confidentialité.

Mais tout le reste, lorsqu'il s'agit du processus, de son fonctionnement, c'est assez long à expliquer dans les newsletters mensuelles, alors que sur un tableau de bord vous pouvez voir ce qui a été traité. Ils réalisent également des présentations lors des réunions de l'ICANN sur les processus, leur progression aux différentes étapes du processus de sélection.

Il s'agit donc des candidats et de leur identité. Jusqu'à ce que le choix final soit fait.

Ils prennent également en compte, et il est important de le noter, qu'ils vont au Conseil d'administration, à la GNSO et ailleurs pour recueillir les commentaires sur les profils qu'ils cherchent, car cela peut changer d'une année sur l'autre, selon qui sont les membres sortants au sein des organisations de soutien et comités consultatifs, et du Conseil d'administration.

Je suppose donc qu'un petit aperçu de ce que signifie la confidentialité au sein du NomCom peut être utile.

Merci.

OLGA CAVALLI :

Merci Olof. Étiez-vous là lorsqu'un observateur du GAC participait activement par le passé ? Est-ce que vous vous souvenez de cette expérience ou...

OLOF NORDLING :

C'était même avant moi, j'ai commencé en 2005.

Je crois que 2005 fut la dernière année où un participant du GAC était présent au NomCom, pour diverses raisons. Il y a toujours un siège réservé au NomCom pour un participant nommé par le GAC mais il n'a pas été utilisé depuis cette date.

C'est arrivé, mais c'est du passé.

NomCom

---

OLGA CAVALLI :                   Merci, Olof.

D'autres commentaires ? Nous devons clore la séance. Oui Manal, s'il vous plaît.

EGYPTE :                            Une question rapide, si Olof a la réponse. Olga a déjà partagé avec nous les qualités et l'expérience personnelle identifiées par l'avis du Conseil d'administration de l'ICANN au NomCom en octobre 2014. Et il stipule principalement quelles sont les compétences requises au sein du Conseil d'administration, pour cette période de temps. Je me demandais donc s'il existe quelque chose de plus récent que la version 2014 qui a été transmise par le Conseil d'administration au NomCom ?

OLOF NORDLING :                Merci pour la question. Je ne pourrais pas vous dire ça comme ça, mais je sais que c'est une pratique usuelle du NomCom pour solliciter des avis. Et pas uniquement du Conseil d'administration mais également des organisations de soutien et comités consultatifs. Pour les critères qu'ils voudraient voir lors de la sélection des candidats par le NomCom.

Ce n'est donc pas une réponse définitive, mais il est très probable qu'il y ait eu une mise à jour depuis, ou peut-être une confirmation de ce document par le Conseil d'administration.

Merci.

OLGA CAVALLI :

Merci, Olof. On peut vérifier avec le nouveau Président du Conseil d'administration. Il a de l'expérience au sein du NomCom également. Pas uniquement en tant que président mais aussi en tant que participant.

OK. D'autres commentaires ? Non, alors merci beaucoup de votre attention.

Pour la suite, je vais vous envoyer le texte mis à jour à partir des commentaires d'aujourd'hui. Et nous essaierons de nous mettre d'accord sur le texte à partager avec le GAC dans un avenir proche.

Et pour ceux d'entre-vous qui souhaitent faire partie de la liste du groupe de travail, faites-le savoir à Julia et Gulden pour qu'ils vous intègrent. Et merci beaucoup de votre attention, bonne réunion à tous.

Merci.

NomCom

---

**[FIN DE LA TRANSCRIPTION]**